

SAINT-LOUIS

La mission des parlementaires européens dans un bidonville

Grave, très grave !

«Si nou swagne pi zanimo nou sra pli mizère». Dans le bidonville de l'Abattoir (Saint-Louis), la femme s'adresse directement aux parlementaires européens. Elle appuie ainsi la démonstration de Paul Vergès en soulignant une des difficultés de la résorption de l'Habitat insalubre à la Réunion.

Le député réunionnais au Parlement Européen a montré, à travers l'exemple concret du quartier populaire de l'Abattoir, l'importance du problème de l'habitat insalubre dans notre pays. «La moitié du parc des habitations est à reconstruire. Au rythme actuel (2000 par an) nous mettrons 30 ans à régler la question» a-t-il noté.

Aucun exhibitionnisme dans cette visite des parlementaires européens dans le bidonville de l'Abattoir mardi après-midi et Paul Vergès a tenu à souligner qu'une telle visite était dure pour les habitants du quartier. Mais c'est en quelque sorte un mal nécessaire.

La mission des parlementaires européens a écouté sur place les explications de Paul Vergès et de Claude Hoarau. Le maire de Saint-Louis, en réponse à une question, a souligné: «Il y a une volonté farouche de la population de sortir du bidonville. Mais on ne peut satisfaire que 20% des demandes».

Il y a d'abord un problème de crédits. Ainsi, pour le quartier de l'Abattoir, le financement de études, des V.R.D. (voies et réseaux divers), des accessoires sociaux (aide au logement, relogement provisoire...) est pratiquement en place (voir encadré). Mais l'opération ne démarrera certainement pas cette année, car une incertitude pèse sur le financement de la construction des cas.

Charges nouvelles

«Il existe au sein du bidonville

La rénovation du quartier en chiffres

Une grosse affaire, l'aménagement du quartier de l'Abattoir. Le coût de l'étude, des voies et réseaux divers, de l'aide au loyer et au relogement provisoire s'élève à 6 millions 117.000 francs.

Le montage financier du dossier implique l'intervention de la ligne budgétaire unique, de fonds social et urbain et de la commune pour une somme de 655.000 francs.

Un dossier pour la construction de 50 logements très sociaux est actuellement en cours d'instruction.

une sorte d'organisation et de solidarité, de façon qu'un petit revenu soutienne la famille» a souligné Paul Vergès à ses collègues. Dans la cour de la case visitée par la mission des parlementaires européens, un petit élevage familial (cochons, cabris, volailles) s'est développé. C'est le complément de revenu indispensable à la survie.

La question des crédits réglés, ce qui ne peut se faire qu'avec l'aide du gouvernement français et de la communauté européenne, se pose un nouveau problème. Non seulement, le revenu d'appoint disparaît dans l'habitat, mais, ajoute le maire du Port, «quand vous relogez, la famille a des charges nouvelles (électricité, eau, loyer...).

Comment payer ?

La disparition des bidonvilles exige la maîtrise du foncier et des emprunts pour construire. «Avec 35% de la population au chômage, comment payer?» s'interroge le maire du Port devant la mission parlementaire. «C'est un nouveau problème que l'on vous pose, plus compliqué que celui du tourisme» a-t-il dit.

«Ça n'existe dans aucun autre pays de la C.E.E. et c'est très, très grave» a noté un secrétaire au Parlement Européen en demandant au député réunionnais de qui dépendait le règlement de cette situation.

- «C'est d'abord un problème du gouvernement français. Mais la C.E.E. est autorisé à intervenir» a répondu ce dernier.

Après ce voyage au pays de la misère, la mission des parlementaires européens a pu se rendre compte sur place du talent des artisans réunionnais. Les députés se sont rendus d'abord au centre artisanal du bois, à la Rivière Saint-Louis. Ils ont visité l'atelier-relais où est installé un jeune artisan. Leur périple dans le Sud s'est terminé par un arrêt chez M. Alain Fontaine, un ébéniste réputé.



Conjuguer les moyens pour résoudre les problèmes de logement.

Paul Vergès et ses collègues du Parlement Européen: une démonstration sur le terrain.



Sortir au plus vite les enfants des bidonvilles pour leur donner une chance de vivre mieux.